

La France seule peut aider le Liban

Dr Zeina el Tibi
Dr Charles Saint-Prot

Présidente et directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris

On peut ne pas apprécier le libéralo-mondialisme et l'europhisme effréné du président Macron mais c'est lui faire un bien mauvais procès de lui reprocher la visite récente qu'il a fait un peu moins de 48 heures après la catastrophe de Beyrouth du 4 août 2020. C'est, en effet, inacceptable d'entendre des politiciens parler de « néocolonialisme » (dans un pays où l'Iran et le régime syrien règnent en maîtres) ou d'autres tenter de réduire cette action française à une « opération de communication ».

À Beyrouth, le président français a promis l'aide de la France au Liban ainsi que l'organisation d'une conférence internationale de soutien et d'appui pour coordonner l'aide internationale. Mais, en même temps, il a dit aux foules qui l'acclamaient qu'il comprenait leur « saine colère » et il a clairement indiqué qu'une révolution est en marche et qu'il n'aura « aucune complaisance » à l'égard d'une classe politique prédatrice qui, à commencer par le Hezbollah, et son patron iranien n'a aucun intérêt à l'établissement d'un État de droit luttant efficacement contre la corruption, la gabegie et le confessionnalisme. Si des réformes considérables ne sont pas faites, le Liban continuera de s'enfoncer dans une crise irrémédiable, et ces réformes passent par la démission du président Aoun (maronite de 85 ans), du premier ministre (méprisé par la communauté sunnite) et du président chiite du parlement, 82 ans. Il faut modifier le système féodal de fond en comble, mettre fin aux divisions, de lutter contre la corruption est une exigence. Elles passent surtout par la réduction du rôle néfaste de l'Iran et du Hezbollah. Cela implique une véritable révolution. Il y a déjà près de 40 ans, le propriétaire du quotidien *Al Yom* Wafic el Tibi écrivait « La véritable révolution libanaise reste à faire, nous avons besoin d'un nouveau système sinon nous mourrons ». Depuis, hélas, rien n'a changé ; il est donc souhaitable que les courageux manifestants libanais poursuivent leur action quoiqu'il en coûte, sinon c'est le système prédateur qui gagnera de nouveau.

Il faut être clair, il n'y a pas de gouvernement libanais mais une mafia irresponsable dont il convient de se débarrasser. Le président français a annoncé qu'il reviendra en septembre. Acceptons-en l'augure et espérons qu'il ne s'agit pas d'une de ces promesses vides de sens auxquelles il est parfois enclin. Il faut en effet un profond changement pour sortir le pays de l'impasse mortelle dans laquelle il est enfermé. Du coup, on se demande comment M. Macron va résoudre la quadrature du cercle et sauver le Liban tout en continuant à mener une politique de coopération avec les prédateurs régionaux que sont l'Iran et Israël, les deux plus grands ennemis d'un Liban indépendant et maître chez lui. Par ailleurs, on peut se demander comment l'aide envoyée aux Libanais n'ira pas « dans les mains de la corruption » alors que tout le pays est rongé par ce fléau. Voici une question qui devra être examinée sérieusement par les donateurs internationaux réunis par la France. Quant aux sanctions frappant le Hezbollah, qui s'inscrivent dans la lutte des États-Unis contre le régime iranien, il est vrai qu'elles affectent surtout les opposants de la milice iranienne laquelle continue tranquillement à recevoir de l'argent et des armes de l'Iran via la Syrie d'Assad, mais cela ne rend que plus évidente la nécessité de se débarrasser du Hezbollah.

Enfin, il est essentiel de faire toute la lumière, sans épargner personne, sur les causes de l'explosion. Sur ce point on ne peut que regretter que le président Aoun ait rejeté, le 7 août, le principe d'une enquête internationale qui seule serait crédible aux yeux des Libanais en

évitant de s'en prendre aux seuls lampistes. La terrible catastrophe de Beyrouth connaîtra-t-elle le même sort que l'ignoble assassinat de Rafic Hariri, commis il y a quinze ans et pas encore jugé puisque, comme, par hasard, le jugement des miliciens du Hezbollah mis en accusation pour ce crime, prévu le 7 août a encore été reporté par le Tribunal spécial pour le Liban (siégeant aux Pays-Bas) après la catastrophe du 4 ?

On voit que le chantier du renouveau libanais est immense mais qui d'autre que France pourrait s'y atteler ?